

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Pour l'amitié avec le Kampuchea

Nous publions ci-dessous des extraits de l'intervention faite par Alain Castan, membre de la délégation du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) au Kampuchea démocratique, lors d'une réunion d'information, samedi à Paris. (Voir page 3).

NOUS pensons que ce pays mérite d'être mieux connu, que tous ceux qui cherchent la vérité fassent des efforts pour la rechercher dans les sources elles-mêmes (sans aucune idée préconçue et sans a priori), que ce peuple, ce petit peuple courageux et qui a tant souffert, mérite notre soutien dans sa lutte pour préserver son indépendance nationale. Disons-le nettement : pour nous, rien ne justifie qu'on envahisse un autre pays, même au nom du socialisme et de la révolution ; la révolution ne s'exporte pas, à plus forte raison quand soi-même on donne chaque jour l'exemple de la trahison du socialisme et de la révolution.

Pour mieux connaître ce pays, il faut que se développent les liens entre le peuple français et le peuple kampuchéen, entre la France et le Kampuchea démocratique, en particulier que nous luttons pour l'établissement de relations diplomatiques entre nos deux pays. C'est seulement ainsi que tous ceux qui, de bonne foi, se posent des questions, tous ceux qui recherchent la vérité et se méfient des idées reçues, pourront mieux connaître le Kampuchea démocratique, connaître son point de vue, aller se rendre compte sur place.

C'est pourquoi, nous prenons l'initiative de vous proposer la création d'une Association d'amitié entre la France et le Kampuchea démocratique. Qui pourrait faire partie de cette Association ? Uniquement les convaincus ? Uniquement les marxistes-léninistes ? Non, pas seulement. Nous voulons une association large, très large, ouverte à tous ceux et toutes celles qui, quelles que soient leurs opinions politiques en France ou leur profession, veulent connaître le Kampuchea démocratique, veulent que puissent se développer à nouveau des relations normales entre nos deux peuples et sont attachés à la préservation de son indépendance nationale. Les marxistes-léninistes ne veulent exercer sur cette association aucun contrôle et aucune hégémonie, ils souhaitent simplement en être des militants actifs et désirent que tous ceux, quels qu'ils soient, qui poursuivent le même but de développer l'amitié et une meilleure connaissance entre la France et le Kampuchea démocratique, quelles que soient leurs raisons, se joignent à eux. (...) Le temps presse. D'après ce que nous savons, l'offensive vietnamienne, soutenue par l'Union soviétique, a commencé. Allons-nous accepter que le Kampuchea soit une nouvelle Tchécoslovaquie ? Le peuple khmer ne l'accepte pas ; aujourd'hui, comme hier, nous devons être à ses côtés.

Alain CASTAN

Le prix Nobel de la paix à un criminel de guerre

EN attribuant à Begin le prix Nobel de la paix, le jury vient de primer un criminel de guerre.

Le 9 avril 1948, Begin et ses milices terroristes assassinaient la population entière du village palestinien de Deir Yassine. Un Oradour-sur-Glane en Palestine.

L'Organisation de libération de la Palestine a dénoncé avec indignation ce choix estimant qu'il était une « gifle » infligée à la lutte du peuple palestinien.



Article page 3

Manifestation des foyers Sonacotra à Metz

Riposte à Metz



1 600 personnes ont exprimé, samedi dernier à Metz, leur opposition aux expulsions et leur indignation envers les brutalités policières (Photo HR).

Article page 5

Quel avenir pour l'Iran ?

Depuis une semaine, il ne se passe pas un seul jour sans que d'importantes manifestations se déroulent ici ou là dans le pays, mais ce week-end, l'ampleur de ces manifestations rappelait celle du « vendredi noir », à Téhéran notamment, avec les manifestations étudiantes. Une nouvelle fois, le Shah a fait appel à l'armée pour réprimer. Le nombre des morts est au moins de quinze personnes.

Sur le plan social, de nouvelles grèves ont éclaté touchant en outre la banque centrale du pays. Les ouvriers de la gigantesque raffinerie d'Abadan ont à nouveau cessé le travail. Cette fois, pas de revendications économiques, mais des motivations politiques. Le Shah doit partir, les 40 000 prisonniers politiques doivent être libérés. Toutes ces luttes, sous quelque forme qu'elles

soient, grèves ou manifestations violentes, visent le même but : le renversement de la dynastie des Pahlavi.

Pour instaurer quoi ? Il est bien difficile aujourd'hui d'affirmer quelle sera l'issue de ces luttes.

L'opposition iranienne est divisée : certains penchent vers le compromis, d'autres non. C'est là une première divergence mais ce n'est pas la seule. Division sur le moyen et les objectifs.

Cependant, l'Ayatollah Mardani, le chef religieux chiite iranien, a apporté tout son soutien aux appels de l'Ayatollah Komeyni en exil à Paris à poursuivre le mouvement. Komeyni a également rencontré des représentants de l'opposition politique dans le but d'aboutir à une stratégie d'ensemble pour toute l'opposition.

Article page 2



Où va l'Iran

DEPUIS bientôt un an, l'Iran est secoué par une puissante révolte populaire comme il n'en a jamais connu depuis l'instauration du régime du Shah. Début septembre, des millions de manifestants défilaient dans les rues de Téhéran et, depuis, la répression sanglante déclenchée par le Shah - 10 000 manifestations, les grèves, les journées de deuil n'ont pas cessé.

Le peuple iranien en a assez d'un régime dont les vingt-cinq années d'existence ont été accompagnées d'une misère croissante et d'une répression terroriste constante.

Quels sont les objectifs du mouvement populaire actuel ?

L'Iran est un pays du tiers monde, et les intérêts de son peuple ne sont aucunement différents des intérêts de l'ensemble des peuples du tiers monde. Le peuple d'Iran lutte pour la révolution nationale et démocratique, pour l'indépendance et la démocratie.

Pour l'indépendance, d'abord. Le Shah a été porté au pouvoir - ou plus exactement rétabli dans son pouvoir - en août 1953, par la CIA. Le Shah a largement remercié les Etats-Unis de l'aide qu'ils lui ont ainsi apportée, il leur a ouvert les portes de son pays, qui est et reste largement dominé par l'impérialisme américain, même s'il existe des contradictions entre eux. Il est tout à fait clair que le mouvement populaire actuel est objectivement un mouvement anti-impérialiste, dont la cible principale est constituée par les deux superpuissances et principalement aujourd'hui par l'impérialisme américain.

La démocratie ensuite. Bien que le Shah ait souvent parlé des grandes réalisations de son régime, le peuple n'en a pas profité. Toutes les couches sociales populaires jusqu'à la petite bourgeoisie et une partie au moins de la bourgeoisie nationale souffrent de la politique du Shah, et leurs conditions de vie vont en se dégradant. Le mouvement de révolte en cours est une sorte de front uni de toutes ces couches et classes dont la cible commune sur le plan

intérieur est la dynastie corrompue du Shah, dans la mesure où celle-ci défend les intérêts de l'impérialisme américain en Iran.

Ces deux objectifs stratégiques du mouvement populaire iranien ne sauraient être dissociés. Il ne peut y avoir de démocratie réelle pour le peuple si le pays ne lutte pas pour son indépendance, contre ceux qui veulent le piller. Et l'indépendance ne peut être solidement défendue si le peuple est la victime permanente d'une répression terroriste.

Par ailleurs, l'indépendance ne peut être le résultat de la lutte contre le seul impérialisme américain. Le peuple iranien ne se bat pas contre un impérialisme pour tomber dans les bras d'un autre.

TIRER LES LEÇONS

Il ne faut pas oublier un certain nombre d'expériences négatives accumulées par certains peuples du tiers monde dans leur lutte récente pour la libération nationale.

- *En Angola*, le peuple a mené pendant des années une lutte profondément juste contre l'impérialisme alors dominant dans son pays, le Portugal. Mais les fruits de cette lutte ont été usurpés par la superpuissance russe qui a suscité une guerre civile, a noyauté l'un des trois mouvements de libération, le MPLA et a fait passer l'Angola dans sa sphère d'influence.

- *En Ethiopie*, le renversement du régime corrompu du vieil empereur Haïlé Sélassié, n'a pas abouti à l'instauration d'un régime indépendant et démocratique.

Là aussi, l'Union soviétique a réussi à usurper les fruits de la victoire populaire et à faire de l'Ethiopie un pion dans sa stratégie globale.

- *En Afghanistan*, le mouvement populaire qui se développait au début de cette année 1978 contre certains aspects du gouvernement de Daoud a débouché, fin avril, sur un putsch militaire portant au pouvoir un minuscule parti pro-soviétique.

- *Au Vietnam*, la lutte armée pendant trente ans contre le colonialisme français et l'impérialisme américain - lutte héroïque, juste et grandiose que les forces progressistes du monde entier avaient soutenues au maximum - n'a pas été couronnée par l'établissement d'un régime indépendant et démocratique. Les diri-

geants vietnamiens se laissent maintenant utiliser comme pions dans la stratégie hégémonique de l'Union soviétique et les conséquences en sont désastreuses pour le peuple.

Par contre, le Kampuchea démocratique (Cambodge) qui a remporté la victoire contre les Etats-Unis, au terme d'une guerre féroce, n'a pas cédé aux pressions des Soviétiques. Mais aussitôt, il a été attaqué par les agresseurs vietnamiens qui veulent avaler le Kampuchea indépendant pour le compte de Moscou et il doit se battre durement pour défendre son pays.

Certes, il serait erroné de penser que la domination soviétique instaurée en Angola, en Ethiopie, en Afghanistan ou au Vietnam est définitive. Nous devons fai-

re confiance aux peuples de ces pays, et nous devons être convaincus qu'ils ne resteront pas longtemps à supposer le viol de leur indépendance pour laquelle ils ont déjà consenti tant de sacrifices et versé tant de sang.

Ces différentes expériences récentes doivent nous inciter à une vigilance extrême à l'égard des intrigues de l'Union soviétique dans le tiers monde. La lutte pour l'indépendance ne peut être efficace et victorieuse, elle n'est juste que si elle est dirigée à la fois contre l'impérialisme dominant dans le pays concerné et contre l'autre superpuissance qui cherche à y prendre pied.

En ce qui concerne l'Iran, nul doute que l'Union soviétique s'y intéresse de très près, à la fois en raison de sa situation géographique, de ses immenses richesses naturelles et aussi de l'état relativement avancé de pourrissement du régime du Shah.

Certes, on connaît relativement mal, ici en France, les intrigues menées par l'Union soviétique en Iran. Et pour cause ! Le moyen principal de l'Union soviétique, c'est la subversion, et la subversion n'est efficace que si elle s'accompagne d'une certaine discrétion...

Il est toutefois certain que l'Union soviétique cherche à s'infiltrer en Iran par deux biais : *par en haut* (dans les milieux dirigeants) et *par en bas* (dans le mouvement populaire).

Dans les années soixante, l'Union soviétique a commencé à fournir au Shah de grandes quantités d'armes. N'était-ce pas là un moyen pour placer ses pions dans l'armée iranienne et préparer un putsch du même type que celui qu'elle a réussi cette année en Afghanistan ? Au printemps dernier, des officiers iraniens ont été démasqués comme espions soviétiques... N'y a-t-il pas une menace réelle de coup d'Etat pro-soviétique en Iran ?

LE JEU TROUBLE DU PARTI TOUDEH

Dans les années soixante, le parti Toudeh (pro-sovié-

que) a soutenu la « révolution blanche » menée par le Shah et qui a conduit les larges masses paysannes à la ruine. N'était-ce pas dans le but de faciliter l'infiltration soviétique « par en haut » ?

Le parti Toudeh a adopté début septembre une autre attitude : il a lancé un retentissant appel à la constitution d'un large « front » contre le Shah. N'est-ce pas là une tentative d'infiltration « par en bas » ?

Que représente exactement le parti Toudeh ? Quelle est sa force exacte ? D'après les informations que l'on peut recueillir, il ne dispose pas d'une large influence, mais c'est un parti de cadres et l'on peut supposer que ces cadres ont été infiltrés aux différents échelons de la société iranienne.

Quelles sont les positions des différentes forces politiques du mouvement populaire actuel sur le problème de l'indépendance ? On sait que l'ayatollah Komeyni a prononcé quelques déclarations positives contre les deux superpuissances. Mais le mouvement religieux, s'il exprime et canalise un puissant courant d'opposition spontanée au régime, n'a pas d'organisation structurée, à la différence du parti Toudeh.

Quelles peuvent être les perspectives concrètes immédiates du mouvement de révolte en cours ?

C'est là une question fondamentale, qu'il ne faut pas traiter à la légère. Il n'est absolument pas dans l'intérêt du peuple iranien ni dans l'intérêt des autres peuples du monde, qu'à la faveur de la crise actuelle, un régime pro-soviétique se substitue au régime pro-américain du Shah. Cela n'apporterait ni indépendance ni la démocratie au peuple.

Aussi, tout en continuant à soutenir sans réserve le mouvement populaire spontané d'opposition au Shah, importe-t-il de rester vigilant vis-à-vis des intrigues soviétiques dans ce pays. Pas de démocratie sans indépendance, et pas d'indépendance sans lutte contre les intrigues de la superpuissance la plus dangereuse et la plus agressive au plan mondial.

Jean SCHUBERT

Vietnam

Renforcement des troupes à la frontière du Kampuchea

1 000 conseillers soviétiques supplémentaires sont arrivés cet été dans le pays

LE Vietnam vient de renforcer de 10 000 à 15 000 hommes, ses forces armées concentrées à la frontière vietnamienne vient-on d'apprendre de source sérieuse. Ce renforcement amène donc maintenant à 100 000 le nombre de combattants immédiatement prêts à intervenir au Kampuchea, sans compter les très importantes réserves stationnées en retrait de la frontière. 500 000 d'après l'AFP. Ces nouveaux renforts, seraient arrivés récemment du Nord, annonçant certainement une grande offensive. Dans une inspec-

tion qu'il a fait dans la zone militaire No 9, limitrophe du Kampuchea, Le Duan, le secrétaire du PC vietnamien, cité par le quotidien *Nandan*, a enjoint aux officiers de l'armée locale de mener à bien l'édification des forces armées et de faire en sorte que les cadres et les soldats comprennent profondément la nouvelle situation et les nouvelles tâches pour que les troupes soient prêtes à combattre et à bien combattre.

Ces exhortations de Le Duan sont certainement justifiées par le très faible enthousiasme que manifes-

tent le plupart des soldats vietnamiens à aller faire la guerre contre les cambodgiens. Ils ne comprennent pas en effet cette nouvelle situation et ces nouvelles tâches eux qui pour la plupart ont été formés dans une lutte juste contre l'agresseur américain et qu'on veut envoyer aujourd'hui dans un autre pays.

On annonce en même temps que de 500 à 1 000 « conseillers » et « techniciens » soviétiques seraient arrivés au Vietnam cet été. Cela porterait leur nombre aux environs de 4 000. Le rôle de ces conseillers n'est d'ailleurs pas principalement militaire.

Ils s'installent plus tôt dans tous les postes de l'administration et de l'Etat vietnamien dont les titulaires ont été envoyés au front. C'est ainsi qu'ils sont aujourd'hui particulièrement bien implantés dans les transports, les communications et dans les secteurs les plus importants de l'économie vietnamienne. Ils ont également la haute main sur la police politique du pays. On comprend que Le Duan ait besoin d'expliquer que le Vietnam est aujourd'hui dans une situation nouvelle.

Serge FOREST.

DANS L'ACTUALITE

Impulser un large soutien au peuple kampuchéan

La délégation du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) qui a effectué un voyage officiel au Kampuchea démocratique du 9 au 16 septembre a invité les camarades et amis du Parti à assister à une réunion d'information sur son voyage samedi après-midi à Paris ; la réunion a été très riche d'informations sur l'éducation du socialisme au Kampuchea et sur la guerre que le peuple mène depuis un an pour défendre son indépendance nationale, menacée par l'agression vietnamienne.

C'est avec beaucoup d'intérêt que deux cents à trois cents personnes ont écouté les interventions des quatre camarades. J. Jurquet a expliqué les énormes difficultés rencontrées par la délégation pour faire connaître son voyage, le premier fait par des Français sur le territoire du Kampuchea depuis 1975. En effet, depuis leur retour, les voyageurs ont multiplié interviews dans les journaux et à la radio pour faire connaître la vérité face à une énorme propagande menée contre le peuple kampuchéan, cette campagne qui prépare la justification de l'agression vietnamienne. Leurs propos ont été soit censurés, en grande part (radio et dans la presse écrite. En

particulier, du fait de l'amitié qui lie les militants et dirigeants du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) et ceux du Kampuchea démocratique, leurs témoignages sont présentés comme « suspects ».

Jacques Jurquet a développé avec force l'idée que l'agression vietnamienne au Kampuchea, appuyée et encouragée par l'URSS, est similaire à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 et doit être combattue au même titre. Puis, la camarade Camille Granot a expliqué en quoi la résistance du peuple du Kampuchea à cette agression était une garantie pour la paix dans le Sud-Est asiatique, le Kampuchea étant un véritable « verrou » stratégique.

Un montage diapos fait par la délégation et commenté par Annie Brunel, puis un film prêté par le gouvernement du Kampuchea, prouvant l'agression vietnamienne, ont illustré les interventions des voyageurs. La réunion s'est terminée par un appel d'Alain Castan à une large mobilisation pour faire connaître la vérité sur le Kampuchea et la création d'une association d'amitié entre le peuple français et le peuple kampuchéan ; les membres de la délégation se sont mis à l'entière disposition de toute initiative allant dans ce sens.

Le prix Nobel de la paix à un criminel de guerre

Il est difficile de dire quel but vise exactement le jury du prix Nobel en décernant le prix Nobel de la paix pour cette année conjointement à Sadate et à Begin.

Déjà, le jury Nobel s'était signalé, en 1975, en attribuant conjointement le prix à Kissinger et Le Duc Tho (dont on n'a d'ailleurs plus de nouvelles). Le Duc Tho avait refusé le prix en faisant valoir qu'il refusait d'être mis sur le même plan que l'agresseur américain.

Non seulement cette fois le prix Nobel est, à nouveau, indifféremment attribué à l'agresseur et à l'agressé mais, de plus, il l'est alors qu'aucune paix n'a été signée. Il semble bien d'ailleurs qu'aucun accord durable de paix entre l'Égypte et l'État sioniste d'Israël puisse être jamais signé. Même si un accord intervient entre les deux délégations, il sera soit inconsistant, soit appelé à être remis en cause rapidement. La veille même de l'attribu-

tion du prix, Begin n'indiquait-il pas que la colonisation allait s'étendre dans de nouvelles zones de Cisjordanie ? Alors que l'encre des accords de Camp David, qui prévoient le contraire, n'était même pas encore sèche.

C'était un spectacle assez affligeant de voir à la télévision Begin jouer l'apôtre de la paix, téléphoner à Sadate pour le féliciter quand on sait qui est Begin, quel est son passé.

En attribuant leur prix à

ce chef du régime sioniste, le jury Nobel a-t-il oublié les centaines de milliers de réfugiés palestiniens chassés de chez eux, entassés dans des camps ? N'a-t-il jamais entendu parler de Deir Yassine ?

Certains ont parlé de plaisanterie au sujet de ce prix. Si c'est une farce, elle est sinistre et ne fait que discréditer ses organisateurs aux yeux de tous ceux pour qui le mot paix a un véritable sens.

Menahem Begin, un criminel de guerre

Né en Russie, à Brest-Litovsk, Menahem Begin entre dès sa jeunesse dans une organisation para-militaire sioniste, d'extrême-droite. Après la révolution bolchévique, il est condamné à huit ans de prison. Au bout de deux années seulement il réussira à sortir d'URSS.

Il va alors fonder en Palestine sa propre organisation sioniste. Son but avoué : « Chasser les Arabes de Palestine pour y établir un État sioniste. Sa méthode : l'assassinat et le terrorisme. L'emblème de cette organisation : le fusil. Son nom : Irgoun Tsrai Léoumi (organisation militaire nationale).

Pendant plusieurs années, l'Irgoun va perpétrer assassinats sur attentats terroristes. Begin n'a pourtant rien d'un

fou. Chaque crime qu'il ordonne est froidement réfléchi, savamment utilisé. Pour démoraliser les Anglais, il fait exploser en 1946 l'Hôtel du Roi David, faisant des dizaines de morts dans leur haut commandement.

En 1947, l'ONU attribue aux Juifs une partie de la Palestine. Pour les Palestiniens, il n'est cependant pas question de quitter leur terre. Certains ont déjà pris les armes pour se défendre.

Begin et l'état-major sioniste vont alors imaginer l'un des crimes les plus barbares, les plus lâches, les plus odieux de l'histoire de l'humanité. Rivalisant d'horreur avec les nazis, ils décident de supprimer la population entière d'un village palestinien : l'opération doit se faire de la manière la plus sauvage possi-

ble afin d'effrayer les autres paysans. Car c'est cela Deir Yassine : une opération psychologique froidement menée et basée sur l'assassinat de tout un village.

Ce sont les troupes de Begin qui, sous ses ordres directs, vont accomplir l'opération.

Le 9 avril au matin, deux compagnies de terroristes font irruption dans le village.

La population affolée ne sait tout d'abord pas ce qui lui arrive. Mais les terroristes juifs pénètrent dans les maisons et y mettent le feu pour en déloger les habitants. Lorsque ceux-ci se trouvent rassemblés sur la place, ils commencent à les massacrer. 254 hommes, femmes et enfants sont abattus avec une sauvagerie inouïe à la mitrailleuse et à l'arme blanche, puis les corps sont jetés dans un puits.

Monsieur De Reynier, délégué de la Croix-rouge internationale à Jérusalem, qui s'était précipité à Deir Yassine, malgré les conseils pressants de l'Agence juive et de la Haganah, y trouve des jeunes gens et des jeunes filles sionistes parfaitement disciplinés qui achevaient froidement les blessés au couteau.

Les quelques malheureuses femmes qui échappent à la boucherie sont dévêtues, jetées dans les chariots et traînées à travers les rues de Jérusalem, sous les quolibets et les crachats. Après quoi, elles ont rouées de coups et laissées pour mortes dans un terrain vague.

La répercussion psychologique de ce massacre fut très importante et contribua pour beaucoup à l'exode forcé du peuple palestinien. Voilà sur quoi est bâti l'État sioniste, voilà qui est Begin, le prix Nobel de la Paix 1978...

Succès de la journée nationale des paysans du Larzac



600 personnes ont manifesté à Toulouse pour que la terre du Larzac reste aux paysans. (Photo correspondant HR)

PARTOUT en France, le soutien aux paysans du Larzac s'est organisé. Des centaines de manifestants ont fait connaître la lutte des paysans à la population de leur ville.

Sur la plateau du Larzac, tout d'abord, plus de 1 500 marcheurs se sont rendus jusqu'à la gare de Tournemire, pour y bloquer pendant une demi-heure le train Beziers-Millau.

Dans le sud de la France, aux manifestations se succédaient des jeunes collectifs à Rodez, à Narbonne, à Mazamet, à Castres et à Albi, à Nîmes, à Nice et à Bordeaux.

A Marseille, les 500 à 600 manifestants sont allés de l'église des réformés jusqu'à la Canebière où les moutons qu'on avait amenés se sont éparpillés dans les rues avoisinantes.

Dans l'Est de la France, la mobilisation était forte aussi. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes, comme à Strasbourg.

A Metz, la cathédrale St-Étienne a servi de cadre aux jeunes.

L'Ouest était fidèle aussi au rendez-vous. Laval, St-Nazaire, Cherbourg et Lorient organisaient des manifestations aussi.

A Paris, 3 000 manifestants se sont retrouvés au plateau Beaubourg pour défilé ensuite jusqu'à la gare de l'Est.

Le succès de cette journée est donc dû aux diverses manifestations dans toute la France, mais aussi aux nombreuses personnes d'horizons très différents qui ont soutenu cette journée.

Si à Lyon, ce sont surtout des lycéens qui ont manifesté, des élus du PS et du CDS se sont joints aux manifestants, des évêques même ont soutenu cette journée.

C'est une bonne chose que la lutte des paysans soit aussi bien soutenue.

La marche sur Paris qui se tiendra du 8 novembre au 2 décembre en 25 étapes autour d'un noyau de 13-12 paysans sera aussi une grande étape pour faire reculer le gouvernement sur sa volonté d'agrandir les terrains militaires au Larzac.

Marchais affirme : « Tillon n'a jamais été exclu ! »

Charles Tillon n'a jamais été exclu du PCF. Telle est la dernière coulure que Marchais voudrait nous faire avaler. Répandant dimanche soir à tout un parterre de journalistes au club de la presse d'Europe No 1, Marchais fit avec aplomb, cette déclaration surprenante : « Qu'il revienne au Parti ! »

Charles Tillon qui est aujourd'hui âgé de 81 ans, ancien mutin de la mer Noire, ancien dirigeant des FTP, pendant la résistance aux nazis, ancien membre du Bureau politique du PCF en fut exclu en 1952 et renvoyé à la base.

A l'époque, un procès frauduleux lui fut intenté par certains dirigeants du PCF en même temps qu'à André Marty, également membre du Bureau politique, qui fut, lui, exclu du parti et honteusement traité de « flic ». Par la suite, en 1970, Tillon fut finalement exclu du PCF. C'est à cette époque que Marchais prenait la place de secrétaire général.

Aujourd'hui, ce même Marchais qui ne manque décidément pas d'aplomb, prétend que Tillon n'a jamais été exclu puisque le Comité central n'a pas ratifié l'exclusion !

Tout ça n'était sans doute qu'un regrettable malentendu.

La réponse de Tillon ne s'est pas fait attendre et il rappelle à ceux qui auraient une mémoire défaillante que ce sont « Billoux et Duclos » qui avaient demandé à la Fédération des Bouches-du-Rhône de l'exclure ».

Marchais vient de soulever une nouvelle pierre qui pourrait bien lui retomber sur le pied !

Les questions d'exclusion et de réhabilitation ne doivent pas être envisagées ainsi que voudrait le faire croire Marchais sous un angle organisationnel et non idéologique et politique. Nous avons pour notre part des camarades qui ont été exclus dans les années 1960 pour leur soutien au Parti communiste chinois et parce qu'ils restaient fidèles aux principes marxistes-léninistes. Ils ne cherchent aucune raison pour être réhabilités parce qu'ils estiment qu'ils ont eu raison alors que les dirigeants du PCF n'ont fait à ce moment-là et depuis qu'enfoncer la ligne de ce parti dans une idéologie et une politique révisionniste.

Empoignade au congrès de la CGC

Les cadres de la CGC se sont réunis ce week-end pour essayer de trouver une solution aux rivalités qui opposent Yvon Charpentier, actuel président, et Paul Marchelli, dirigeant de la Fédération métallurgie du syndicat. En effet, depuis deux ans, la Fédération métallurgie des cadres, qui a son propre journal (*Le fer de lance*) refuse de diffuser et de payer les abonnements au journal de la CGC, *Cadres et maîtrise*. En fait, les cadres de la métallurgie refusent la politique contractuelle de Charpentier et préconisent une attitude plus dure face au gouvernement.

C'est la décision des dirigeants de la fédération de bloquer les cotisations de l'année (1 300 000 F) et de ne pas les verser en attendant un accord qui a motivé ce congrès exceptionnel.

Le congrès qui devait débattre de la politique de concertation n'a pu aborder la question car toute la discussion, dans le plus grand désordre, a tourné autour de l'éventuelle ex-

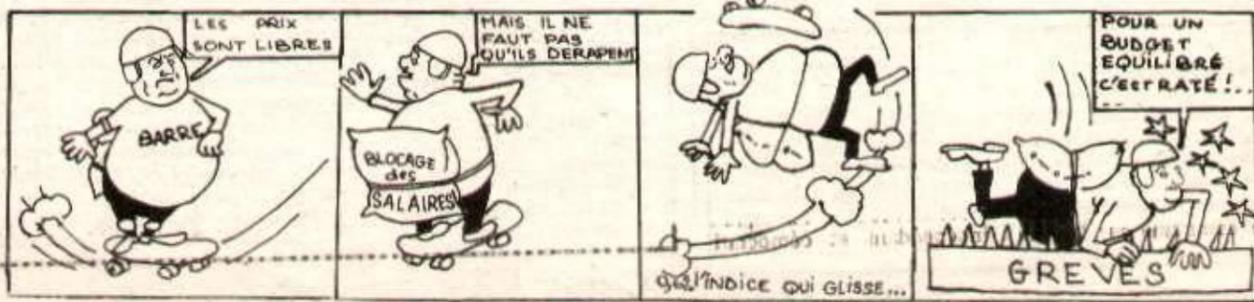
clusion de la fédération contestataire. Finalement, les nouveaux statuts soumis au vote du congrès ne sont pas applicables car ils n'ont pas eu les deux tiers des voix nécessaires (ils prévoient l'exclusion des fédérations qui ne paieraient pas leurs cotisations).

C'est donc un coup pour rien, mais qui permet de constater avec quel acharnement les cadres sont prêts à défendre leurs intérêts corporatistes menacés par la restructuration du capitalisme : les délégués ont véritablement perdu leur sang froid, sifflets et insultes se sont succédés pendant tout le congrès.

Mais rien n'y fait. Avec la crise capitaliste, les privilèges des cadres appartiendront pour nombre d'entre eux au « paradis perdu ». Pour ceux qui voudront effectivement lutter contre le système du chômage du capitalisme, il faudra bien qu'ils trouvent une autre voie.

Ça ne peut être finalement que la lutte aux côtés de la classe ouvrière et sous sa direction.

Au Jour le Jour



Les Etats-Unis s'opposent à la Communauté européenne notamment sur le commerce des produits agricoles

LE numéro de la *Faucille* (bimensuel paysan de notre parti) vient de paraître. Enquête sur les vendanges du Midi, reportages sur diverses luttes menées contre des expulsions de fermiers, contre le Crédit agricole, information sur les problèmes des petits producteurs de lait ou de porc, sur les conditions de vie et de travail des salariés agricoles. Nos lecteurs peuvent y trouver de nombreux éléments pour mieux comprendre la situation dans l'agriculture, les luttes des petits et moyens paysans. Voici un article sur la guerre commerciale que les Etats-Unis mènent contre la communauté économique européenne.

Une véritable « guerre commerciale » oppose les Etats-Unis à la Communauté européenne : de tout temps, les Etats-Unis ont utilisé leur potentiel économique comme moyen de pression contre les pays les plus faibles économiquement. Il en a toujours été ainsi pour les produits agricoles et, notamment, pour le soja dont l'approvisionnement de l'Europe dépend en grande partie des Etats-Unis ou les céréales pour d'autres pays.

Actuellement, les Etats-Unis voudraient non seulement maintenir cet état de choses mais empêcher la Communauté européenne de leur exporter des produits agricoles. Une loi permet au gouvernement américain d'instaurer « des droits compensateurs », sorte de taxe sur les produits importés aux Etats-Unis qui ont été subventionnés. C'est le cas des produits du Marché commun.

Mais le temps est fini où les Etats-Unis faisaient ce qu'ils voulaient avec les pays européens : tous les pays européens s'unissent pour faire face au « géant

américain » et essayent, notamment depuis quelques mois, de créer un système monétaire européen qui leur éviterait de rester dépendant du dollar et de connaître des difficultés supplémentaires à chaque crise du dollar.

Les pays de la Communauté européenne (France, RFA, Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas, Irlande, Danemark, Italie, Luxembourg) ont donc menacé les Etats-Unis de ne pas conclure l'accord GATT (accord international qui règle le commerce dans le monde et dont les Etats-Unis ont besoin) si le gouvernement américain ne laissait pas entrer normalement les exportations agricoles européennes aux Etats-Unis.

A une époque où les deux superpuissances, Etats-Unis et URSS, rivalisent pour se partager le monde et donc pour dominer l'Europe, il est bon que les pays de la Communauté européenne se montrent unis face à leurs ambitions. Leur fermeté face aux Etats-Unis sur le problème du commerce des produits agricoles est donc une bonne chose.

Interview dans «L'Express» de Louis Darquier de Pellepoix, responsable de la déportation de 75 000 juifs français

Intolérable !

C'EST avec une profonde horreur et une grande indignation qu'on lit les propos racistes, antisémites, fascistes de Louis Darquier de Pellepoix dans *L'Express* de cette semaine.

C'est lui qui a été de 1942 à 1944 le commissaire général aux questions juives du gouvernement de Vichy.

C'est lui qui est responsable de la déportation des 75 000 juifs français.

C'est lui qui a organisé la grande rafle du Vel d'hiver.

C'est lui qui a fait assassiner des milliers de juifs français dans les camps de concentration de l'Allemagne nazie.

On est pris de nausée au récit de ce fasciste qui impunément peut faire l'apologie du nazisme et de l'antisémitisme dans les colonnes de *L'Express*. Il vit en Espagne et il semble que jamais une demande d'extradition n'ait été faite sur sa personne et il avoue avoir entretenu les « meilleures

relations » avec l'ambassade de France en Espagne.

L'ANTISEMITISME VANTE

Il ne tente même pas de se disculper ou de renier ce qu'il a fait. Voici ce qu'il déclare : « Il fallait à tout prix se débarrasser de ces étrangers, de ces méteques, de ces milliers d'apatrides qui étaient à l'origine de nos maux ».

Oui, il se vante d'avoir signé l'arrêt de mort de milliers d'êtres humains, hommes, femmes, enfants et vieux et c'est avec un parfait cynisme qu'il parle des assassinats d'Auschwitz : « A Auschwitz, on n'a gazé que des poux », « Elle a été fabriquée après coup votre chambre à gaz ».

Les morts, les tortures,

les expériences médicales, les traitements des déportés, considérés comme « des bêtes, comme des chiens » n'existent pas pour lui.

« Six millions de juifs disparus ? Une invention pure et simple. Une invention juive ».

Mais ce criminel n'est pas le seul à narguer les travailleurs, rappelons-nous vendredi 22 septembre 1978, Eva Braun a osé revenir à Tulle, alors que le 9 juin 1944 elle se pavait au bras de Waller, chef de la gestapo, le jour de la pendaison de 89 otages à Tulle même.

LE FASCISME REGNE ENCORE

Ces fascistes auront beau faire et beau dire nous ne sommes pas prêts d'oublier le massacre des camps de déportation, la griffe de la bête fasciste a laissé une empreinte indélébile.

Malheureusement, ce monstre, le fascisme, porteur de la misère humaine, engendrant des milliers de morts, lui, vit toujours.

Il vit en URSS ou des milliers de personnes sont

jetées dans les asiles psychiatriques, enfermés dans des camps qui sont aussi « des camps de la mort ».

Il vit en Argentine, au Chili où des milliers de personnes tombent, mutilées, torturées.

Et si en France, ce n'est certes pas le fascisme, le racisme sournois guette, vit toujours.

Dans la nuit du 8 au 9 octobre à Toulouse, Ali Abdoul ouvrier d'origine algérienne a été atrocement torturé par un patron de bar et deux de ses complices (tous plus ou moins liés au SAC, police parallèle du pouvoir).

Nos camarades immigrés subissent quotidiennement les ratonnades, les matraques du pouvoir.

Malgré sa force, sa puissance, nous pouvons combattre le fascisme, le racisme, l'antisémitisme.

Nous continuerons jusqu'au bout à repousser les offensives du racisme.

La force du peuple, la force des peuples est invincible contre le fascisme.

Nathalie VILLOTIERS

Interview de lycéens du Havre

Quand les lycéens bloquent les trains

— Q : Peux-tu faire un historique de la lutte ?

R : Au début de l'année scolaire, huit redoublants de terminale F8 (terminale ouvrant la carrière de secrétaire médicale) ne sont pas repris au lycée Claude-Monet. Il y a deux terminales F8 de 35 élèves, mais pour le recteur 35 plus huit cela ne permet pas de faire trois classes. Des enseignants s'organisent, le conseil d'établissement se prononce pour la création d'une troisième TF8 le recteur propose : le redoublement dans une TF8 mais à Evreux (à 150 kilomètres)...

Le mardi 18, en solidarité avec les TF8, tous les lycéens du Havre se mettent en grève. Du mardi 18 au samedi 21 la grève lycéenne (pardon pour monsieur le recteur, absence irrégulière) est suivie à 80 %, 90 %, sauf au lycée François 1er, manifestation de 3 à 4 000 lycéens en ville. Le vendredi 20, devant la pression lycéenne, les syndicats enseignants appellent à une journée de grève sur les lycées.

Le mouvement lycéen s'organise : comité de grève dans chaque lycée élu en assemblée générale, coordination au niveau de la ville avec les réunions de délégués. Les lycéens sortent des tracts (la CGT prête sa

Gestetner, ronéo).

Les lycéens précisent leurs revendications :

- Une terminale F8 cette année.
- Des classes de 25 élèves.
- Droit au redoublement.
- Abolition de la circulaire de Beullac.

Le vendredi 20, le lycée François 1er, où il y avait peu de grévistes est occupé dans le calme ; le proviseur dénonce des lycéens comme « des terroristes psychologiques et physiques ». L'administration de certains lycées brandit le bâton ; réinscription de grévistes avec les parents ; le samedi 21, des délégués vont à la coordination de Montreuil ; des assemblées dans les bahuts, des grévistes organisent une animation avec musique dans les bahuts.

Lundi 23, les délégués réunis en coordination cherchent le moyen d'une action dure pour faire céder le recteur, au moins pour qu'il nous reçoive.

Le mardi 24 à 8 h 30, la gare est occupée par les lycéens de Jules-Letef et Siegfried, et d'autres lycéens arrivent. Caueriauville descend en bus, on monte à 230 sans payer, les contrôleurs, ne disent rien. A

9 h 30, le hall de la gare est plein : 2 000 lycéens. Quelques uns vont sur les quais puis tout le monde. On va sur les rails ; les trains au départ et à l'arrivée sont bloqués ; pendant ce temps, une information est faite dans les wagons.

La majorité des voyageurs sont d'accord, de nouveau l'après-midi, on bloque le train de 14 h 15, le recteur accepte alors de recevoir quatre élèves de Claude-Monet, le jeudi 26 à 11 heures.

— Q : Et pour après les vacances de Toussaint ?

R : L'action se prolongera on essaiera de se mettre d'accord avec les autres villes pour un mouvement d'envergure nationale, on souhaite la participation des syndicats.

— Q : Justement, vos rapports avec les syndicats enseignants ?

R : On attendait une action des syndicats enseignants, quelques chose qui serve.

Or il n'y a eu qu'une grève de 24 heures qui ne sert à rien. Je crois que les syndicats ont essayé de nous rallier à eux, les syndicats ont cherché à démanteler le mouvement, à séparer les lycéens, pour éviter qu'on ait une position commune à tous. Pourquoi ? Pour con-

trôler le mouvement.

Ils se sont rendus compte que le mouvement était fort. Ils voulaient nous utiliser pour leurs intérêts ; certains enseignants ne partagent pas cette position. On aurait bien vu de la part des enseignants la création « d'une terminale TF8 sauvage » pour qu'ils montrent qu'ils sont d'accord avec nous.

— Q : Qu'attendez-vous ?

R : on attend un engagement du recteur, la création d'une TF8 ; le droit au redoublement.



La Faucille

Entre 1975 et 1977, 330 000 exploitations dans l'élevage évincées dans la Communauté européenne

La famille Pellerin illégalement expulsée de son exploitation le 27 juin 1975 se réinstalle le 12 octobre 1978

Marseille

La semaine d'activité, organisée à Marseille par l'UNESCO et l'Association des amitiés franco-chinoises, avec le concours de l'écrivain Han Suyin, a connu un grand succès. Nous reviendrons dans une prochaine édition sur le déroulement de cette semaine.

POLITIQUE ET SOCIAL

Manifestation à Metz des résidents des foyers SONACOTRA

La mobilisation ne faiblit pas



(Photos HR)

LA manifestation du 28 à Metz était un des points de mobilisation des résidents en grève des loyers. Après le jugement d'expulsion de 29 résidents, après l'intervention des flics lors de la manifestation du 18, cette manifestation samedi avec le soutien de la région parisienne a permis de démontrer à la Sonacotra et aux flics que le mouvement unitaire de la grève des foyers Sonacotra ne faiblit pas. Entre 1 500 et 1 600 manifestants ont parcouru les rues de Metz.



Vers 15 h, tous les cars étaient arrivés. Peu à peu, le rassemblement grossissait.

Ceux des cinq foyers de Strasbourg, des quatre foyers AFTAM de Nancy, celui de Longwy, les trois de Metz, les six de Thionville, les deux de Mayeuvre et Homécourt, celui de Forbach et Merlebach, un certain nombre de résidents du foyer AMLI — qui ne sont pas en grève mais étaient là par solidarité — et cinq bus de la région parisienne étaient présents avec, bien sûr, le Comité de coordination.

Des banderoles s'étaient étalées ; déjà, des mots d'ordre étaient scandés. Partout régnait une atmosphère de familiarité, de confiance et de plaisir d'être tous réunis.

UNE AMORCE DE L'ÉLARGISSEMENT DU SOUTIEN A LA LUTTE

Des syndiqués CFDT de la SNCF et de l'Équipe-

ment ont pris position en faveur de la lutte des résidents.

L'Union interprofessionnelle du secteur CFDT appelait à la manifestation. Elle a déjà fait passer un article dans le journal d'entreprise de SACILOR et un communiqué dans le *Républicain lorrain*, soutenant la lutte des résidents. Dimanche 22, l'Association du cadre de vie a offert un stand au comité de résidents et au comité de soutien à la fête qu'elle organisait.

Une délégation de quatre personnes du PS manifestait également, dont l'avocat des référés de Metz qui défend les résidents ainsi que des militants du PSU, dont le candidat aux dernières législatives.

Le nombre plus important de Français qu'au dernier rassemblement était un

indice de l'élargissement du soutien.

LA SONACOTRA NE GAGNERA PAS

La Sonacotra, en utilisant tous les recours juridiques (expulsion du foyer), policiers (matraquage de la manifestation du 18 *), montre sa volonté d'en finir avec cette grève sans satisfaire les revendications légitimes des résidents.

Devant les offensives redoublées de la Sonacotra, la détermination des résidents ne faiblit pas : « La

lutte jusqu'à la victoire » était crié avec force dans tout le cortège. Aussi, nous devons-nous de continuer, de persévérer dans notre soutien et de l'élargir à toutes les personnes anti-racistes pour continuer à appliquer nos mots d'ordre : « Français-immigrés, même patron, même combat », « Français-immigrés, une seule classe ouvrière », « Français-immigrés, égalité des droits ».

Nathalie VILLOTIERS

* Les résidents qui ont été hospitalisés à cause des matraquages des policiers se portent maintenant bien.

Informations sur les foyers

Au foyer Le Logis de Sacilor

Sacilor licencie trois cents résidents. Depuis, elle exige que les résidents paient 340 F de loyer au lieu de 120 F. Les résidents se sont mis en grève.

Au foyer de Strasbourg (Sonacotra)

Trois cent cinquante résidents ont manifesté, le 28 octobre au matin, pour protester contre les onze expulsions. Le jugement de Colmar a donné raison à la Sonacotra et oblige les résidents à payer les loyers d'ici un mois, sinon ils seront expulsés.

Foyers SONACOTRA de Reims

Interview de deux résidents du foyer Siegfried

«Depuis le début, la femme du directeur déchire nos affiches»

VOILA bientôt deux mois que les résidents des foyers Sonacotra de Reims sont entrés en lutte. Il y a deux foyers-hôtels : le foyer Siegfried, en grève depuis début septembre, et le foyer Bienfait, en grève depuis octobre. Notre correspondant a interviewé deux membres du comité de résidents (S et K).

— Q : Comment ça a démarré au foyer Siegfried ?

S. A Siegfried, les gars ont supporté le directeur, sa femme, le barman pendant des années et puis ils en ont eu marre. En 1974, des étudiants marocains sont venus distribuer un tract. Ils ont été invités par un résident algérien à venir dans le foyer. Le directeur a expulsé le résident. Depuis le début de la lutte, la femme du directeur déchire nos affiches. Du coup, les résidents déchirent les affiches du directeur devant lui et sa femme !

Il y a une bonne mobilisation. Par exemple, le samedi 7 octobre au matin, nous avons été réveillés : les flics étaient dans le bureau du directeur pour embarquer un camarade turc. Nous, on réveille tout le monde puis on va, à quatre, à Rockefeller (hôtel de police de Reims) en dormant la consigne : « Si on ne revient pas, vous

descendez tous là-bas ! ».

A la police, on apprend ce qui se passe : le camarade turc est en grève des loyers ; comme il a trouvé un logement en ville pour faire venir sa femme et ses enfants, il a décidé de quitter le foyer. K. Comme il est honnête, il a voulu remettre les clés de sa chambre au directeur au lieu de les jeter. Le directeur lui réclame le loyer mais, lui, il refuse de payer car il se déclare en grève. C'est pourquoi le directeur l'a fait emmener par la police.

S. Mais nous, on a été dire qu'il y avait plus de cent grévistes. Devant notre détermination, la police l'a relâché. Et il n'a pas payé !

— Q : Comment ça se passe au foyer Bienfait ?

S. Il y a soixante grévistes actuellement à Bienfait. Le directeur est plus libéral mais les résidents demandent une diminution du loyer, et une partie de la plate-forme nationale car ils ont déjà l'autre partie :

droit de visite, chambres disponibles pour la famille, etc.

K. Mais, un jour, le directeur peut refuser tout ça. Si un jour, il veut les empêcher, il les empêche. La plate-forme est aussi valable à Bienfait.

— Q : Comment vous organisez-vous ?

S. Il y a cinq délégués, chacun avec un rôle (secrétaire, trésorier, propagande, etc.). Il y en a un pour la propagande intérieure, car, comme toutes les affiches sont déchirées, il faut prévenir les résidents pour les inviter aux assemblées générales. Il y a une assemblée générale toutes les semaines avec intervention en arabe, en turc, en français et débat libre. Tout le monde est d'accord pour continuer la lutte. A chaque assemblée générale, il y a vingt résidents sur cent-vingt grévistes. Il y a quarante non-grévistes.

K. Ceux qui sont en grève actuellement, ce sont ceux qui payaient toujours régulièrement le loyer avant la grève.

Au début, les résidents disaient : « Tout ce que disent les délégués, c'est bon ». Mais les délégués ont dit : « Prenez vos responsabilités, vous avez votre mot à dire ».

— Q : Et le soutien ?

S. Nous n'avons aucune

expérience et il y a des choses que nous ne savons pas.

Il y a eu une première réunion du comité de soutien et il y avait beaucoup de monde. Quand nous avons dit que nous étions indépendants des partis, il y en a quelques-uns qui sont partis. Nous ne sommes pas contre le PCF, la CGT ou le PS. Tout le monde peut nous soutenir en respectant la plate-forme. A Reims, on ne les a encore jamais vus. S'ils sont pour notre lutte et acceptent la plate-forme de A à Z, on les accepte. S'ils viennent discuter derrière notre dos, on les dénoncera, par tract s'il le faut.

K. Le comité de soutien est sous direction du comité de résidents.

S. Huit résidents ont reçu une lettre les menaçant de saisie-arrêt sur salaire et d'expulsion s'ils ne payaient pas dans les huit jours. Nous comptons sur la manifestation du samedi 28 octobre pour attirer l'attention de la population sur nos problèmes.

— Q : Et après ?

Une grande réunion du comité de soutien le mardi 7 novembre, peut-être une journée « Portes ouvertes » avant la fin de l'année et, surtout, en cas d'expulsion ou de procès, la mobilisation de tous.

Lainière de Roubaix

1 F de l'heure pour tous

Depuis une semaine environ, les ouvriers du secteur manutention sont en grève pour obtenir une augmentation de 1 F par heure pour tous.

Même si sur cette grosse entreprise textile qu'est la Lainière, ils ne sont qu'une quarantaine, cette grève revêt une grande importance.

D'abord par la place du secteur dans l'usine, elle peut bloquer plusieurs services. Il faut d'ailleurs déjouer les manœuvres de la direction qui tente de diviser les ouvriers ou de remettre en cause le droit de grève en remplaçant le personnel gréviste. On a même vu des cadres de la maîtrise au travail !...

D'autre part il faut ressiter cette grève dans un contexte précis : le textile est en pleine restructuration. Les licenciements sont l'épée de Damoclès que le patronat a suspendu au dessus de la classe ouvrière. Face à cela, il y a deux attitudes : reconnaître au patronat le droit de restructurer sur le dos des ouvriers et donc l'aider à gérer en limitant les dégâts : rester sur la défensive et encaisser les coups du patronat qui fait son chantage à l'emploi. C'est cette attitude là

qui s'est passée à Lepoutre Frère où les sections syndicales ont accepté des diminutions de salaire pour éviter des licenciements.

L'autre attitude, ferme attitude de classe, consiste à refuser de faire les frais de cette crise. La meilleure défense c'est l'attaque ; ne pas accepter une aggravation des conditions de vie et de travail au nom d'une crise dont le capitalisme est seul responsable. Voilà la voie qu'ont choisi dans les faits les ouvriers du secteur manutention.

Ils se sont donnés les moyens d'agir : une grève reconductible tous les jours rompant avec la pratique des débrayages qui, s'ils peuvent être mobilisateurs comme ce fut le cas pour la venue de Monory le 13 octobre, ne permettent souvent rien de plus que de montrer le mécontentement.

Des collectes sont actuellement organisées dans toute la Lainière et aux portes d'autres entreprises, afin de soutenir le mouvement.

Les deux cellules du PCRml et du PCML ont envoyé communément un message de soutien ainsi qu'une participation financière. C'est cette attitude là

Correspondant

POLITIQUE ET SOCIAL

Femmes-Témoignage

Le travail d'une aide soignante à domicile

QUAND les hôpitaux se débarrassent de certains malades, lorsqu'ils sont pratiquement condamnés, à cause du manque de lits disponibles et parce qu'ils rapportent peu, il faut quand même bien les soigner. C'est ici qu'interviennent les boîtes privées qui emploient des infirmières, aides-soignantes, femmes de ménage, diététiciennes à domicile. L'aide-soignante que nous avons rencontrée travaille pour une de ces plus grosses boîtes qui s'occupent de cancéreux et de grabataires venant des hôpitaux Foch, Curie, Villejuif. Comme nous allons le voir, les conditions de travail y sont assez particulières.

Peux-tu nous dire en quoi consiste ton travail ?

On a à s'occuper de plusieurs malades dans une

journée. Ils nous sont attribués par des surveillantes. Pour cela on doit téléphoner au siège le vendredi pour le planning de la semaine sui-

vante, et aussi téléphoner trois fois chaque jour pour confirmation. Ces malades sont répartis sur un secteur géographique assez vaste : le sud de la région parisienne. Pour les aides-soignantes, il n'y a pas de secteurs, ce qui fait que dans une matinée, on peut aller de Vitry à Montrouge et Antony, ou de Vincennes à Villejuif, en se débrouillant avec les cars et les métros. Les infirmières, elles sont sectorisées et on ne voit pas pourquoi nous, aides-soignantes, sommes obligées de travailler ainsi et, de plus, sans tenir compte de notre lieu d'habitation : il nous arrive d'avoir cinq heures de transport pour deux heures de travail !

Parfois, on ne peut même pas manger car on a seulement une demi-heure de prévu pour le repas que l'on prend n'importe où, là où on se trouve avec des tickets-restaurants (dix francs par jour, dont cinq francs payés par la direction).

Dans quelles conditions vous occupez-vous des malades ?

On s'occupe, par exemple, de la toilette du malade, des surveillances de perfusion, après que l'infirmière

l'a fait mise en route (nous ne pouvons les faire nous-mêmes). On est toujours seules bien que parfois, pour soulever un malade, il faudrait que nous soyions deux (on compte alors sur la famille). La direction se soucie peu de notre santé : quand

on va chez un malade, on n'a aucune information sur son état de santé, sa maladie, on ne sait même pas si c'est contagieux ! Nos seuls « instruments » sont des gants en caoutchouc et un tablier ! C'est-à-dire que nous n'avons que nos mains pour faire des pansements (les infirmières ont des pinces).

Un autre exemple pour montrer combien nous estimons la direction : les infirmières apprennent à la famille à faire une piqûre, mais surtout pas à une aide-soignante !

Voici les consignes que nous donne la direction à l'entrée dans la boîte : « ne pas parler avec les malades, ne pas s'y attacher, ne pas donner son nom ou son adresse ».

En conclusion ?

On peut dire que cette situation est liée au problème général de la santé en France, des conditions de travail très difficiles, certes, mais pas insurmontables. A cela s'ajoute, sur la région parisienne le manque de lits dans les hôpitaux, dans toute la population et surtout les travailleurs en subissant les conséquences. Avant d'accepter d'être soigné à domicile, il vaut mieux prendre ses précautions et se renseigner sur les boîtes privées qui s'en occupent pour éviter toute mauvaise surprise.

Interview réalisée par le correspondant de la banlieue du Sud-Ouest.



Le travail dans une salle commune de la région parisienne. Le travail à domicile est dû en grande partie au manque de lits dans les hôpitaux parisiens.

PEKIN 41

INFORMATION

12 COLONNES 1978

北京周报

Les marxistes et l'intérêt matériel

La situation internationale et la politique étrangère chinoise

Pourquoi la Chine importe techniques et équipements

Nous présentons aujourd'hui un article de Pékin information fort important « Les marxistes et l'intérêt matériel ». Le commentateur spécial du Renmin Ribao y explique d'un point de vue théorique et en se référant aux grands classiques du marxisme les raisons profondes des réajustements effectués actuellement en Chine dans la gestion des entreprises d'Etat comme des communes populaires.

L'auteur de l'article montre d'abord que contrairement à ce que prétendaient les Quatre l'intérêt matériel fait bien partie des objectifs que vise la continuation de la révolution en Chine socialiste.

« Ils (les Quatre) prétendaient que le prolétariat ne ne devait s'occuper que d'idéologie et de politique et non d'intérêts matériels, comme si l'attention à ces derniers pouvait porter atteinte à la « dignité » du prolétariat et lui faire perdre son idéal et son esprit révolutionnaire. Absurde ! N'est-ce pas en vue de se débarrasser de l'exploitation que le prolétariat mène des luttes révolutionnaires pour renverser le système capitaliste ? N'est-ce pas pour répondre graduellement aux besoins toujours croissants du peuple qu'il développe la production et édifie le pays, après la prise du pouvoir et l'établissement

du système de la propriété publique ? Et cela ne tend-il pas à éliminer finalement les classes et à assurer à tous les membres de la société un bien-être matériel toujours meilleur ? »

Il aborde ensuite la question de l'unité entre intérêts personnels et intérêts de classe : « Pour réaliser l'unité entre l'intérêt matériel des individus et celui de la collectivité la question la plus importante est d'appliquer effectivement la répartition selon le travail. Grâce à quoi, les travailleurs travailleront davantage et mieux, d'abord dans le but de développer leur intérêt général, puis d'accroître leur intérêt personnel. »

En s'appuyant sur des citations de Lénine et de Mao Tsé-toung, l'auteur explique comment « Par exemple, par la répartition des bénéfices, les entreprises peuvent disposer d'un certain fonds pour récompenser les travailleurs d'avant-garde, augmenter le bien-être collectif et élargir la reproduction ». Il montre ensuite comment le développement de la propriété collective des paysans implique qu'on reconnaisse en tenant compte du plan d'Etat l'autonomie des communes populaires et qu'on réduise aussi pour consolider l'alliance entre ouvriers et paysans la « fourchette » d'échange entre les produits industriels et agricoles.

Culturel

Théâtre

La vie privée de la race supérieure

« Grand'peur et misère du IIIe reich » de Brecht

C'est un ensemble de vingt-quatre saynètes écrites par Brecht entre 1935 et 1938, d'après des récits de témoins et des coupures de journaux. Brecht écrivait alors en exil.

C'est un tableau de la vie quotidienne en Allemagne, de la prise du pouvoir par Hitler en 1933 jusqu'à l'annexion de l'Autriche en 1938.

Le préambule intitulé « La grande revue allemande » met bien dans le ton de la situation de l'époque. C'est-à-dire l'évolution du fascisme en Allemagne et sa préparation à la deuxième guerre mondiale. Ceci n'est pas sans certaines similitudes avec la situation d'aujourd'hui où le social-impérialisme russe a pris la succession de l'Allemagne hitlérienne.

LA GRANDE REVUE ALLEMANDE

Cinq années s'écoulèrent. Puis on annonça :

Celui qui se dit l'envoyé de Dieu est prêt Pour la guerre. — Il possède tanks, canons, croiseurs, Et des avions dans ses hangars en si grand nombre Qu'il n'a qu'un geste à faire et le ciel devient sombre.

Nous avons décidé alors d'examiner Ce peuple dont il allait faire son armée : Hommes, femmes, ce qu'ils étaient, ce qu'ils pensaient. Nous avons prescrit la grande revue.

Voici la foule confuse et pâle Qui vient derrière la croix, La croix sur les drapeaux rouge sang. La croix à quatre crochets, potence Pour les pauvres.

Ils partent, les uns marchant au pas, Les autres rampant à quatre pattes, Pour sa grande guerre.

On ne perçoit ni gémissement, Ni grognement, à cause de la Musique militaire.

Les voici avec enfants et femmes, Ils ont traversé cinq longs hivers, Ils n'envisagent pas d'en passer Cinq autres encore. Traînant ainsi vieillards et malades, Ils déploient devant nous son armée Au grand complet.

La Troupe des Tréteaux du Midi présente le spectacle dans une version quelque peu abrégée. Certaines scènes sont supprimées, d'autres sont légèrement modifiées. Mais c'est déjà un tour de force de réussir sa réalisation avec seulement quatre comédiens et comédiennes (ce qui explique que certains personnages sont supprimés dans plusieurs scènes, sans toutefois altérer le fond).

L'interprétation et la mise en scène sont dans l'ensemble assez brillantes. Néanmoins, il manque outre le préambule, la présentation de chaque saynète. Or, chaque saynète est datée et localisée, leur présentation permet de mieux situer les faits qui vont être exposés et en même temps donne leur signification politique. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que Brecht a dû s'exiler et que ses œuvres étaient recherchées par les nazis pour être brûlées.

Ce qu'il en ressort néanmoins, c'est un spectacle agréable à voir et intéressant.

C.L.

Nota : Cela se joue (jusqu'au 17 décembre) au Théâtre de la Plaine (Tél. 842-32-25), 13, rue du général Guillaumat, Paris, 15e. Métro : Porte de Versailles. Le mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Le dimanche, à 17 heures. Places : 25 F. Etudiants et collectivités : 15 F.

Vienne dans l'Isère

Les conditions sont bonnes pour la lutte

A Orlac, la combativité s'est élevée très vite dès les premiers jours de septembre. La section CFDT avait d'ailleurs bien contribué à la développer, en diffusant dès les premiers jours un bulletin qui était un appel vigoureux à la lutte, ce qui en dit long, vu les bas salaires de ce secteur et les horaires (le scandale du « forfait de 187 heures par mois », permettant de faire faire des heures supplémentaires non rémunérées comme telles).

Les revendications ont donc été posées, avec notamment :

- Les 300 F pour tous.
- Le retour aux quarante heures sans diminution de salaire.

Un première journée de grève, dès le 19 septembre a été très bien suivie (à près de cent pour cent) : Piquets de grève et assemblée générale sur le terrain. Sur cette première offensive, le résultat fut considéré comme tout à fait insuffisant : 3 % (ce qui était contraire à ce que demandaient les travailleurs et leurs organisations syndicales, hostiles aux augmentations en pourcentages) et cinquante francs pour les bas salaires...

Si la direction pensait que les travailleurs se contenteraient de cette misère, elle a vite déchanté !

Car les conditions sont bonnes pour la lutte : l'unité est à l'ordre du jour dans les ateliers et même entre la CGT et la CFDT, l'unité dans la lutte a pu être plusieurs fois réalisée.

Dès les jours suivants, la bagarre a donc continué sous différentes formes : dès le lendemain par exemple, un gars d'une entreprise extérieure (qui travaille pour Orlac) était menacé de sanction pour avoir fait grève. L'équipe d'entretien a immédiatement débrayé, jusqu'à ce qu'elle reçoive des assurances concernant ce travailleur.

La seconde vague de lutte a déferlé dans la semaine du 9 au 13 octobre. Les entrevues entre la direction et les délégués du personnel n'aboutissant à aucun résultat concret, les sections CFDT et CGT proposaient de nouvelles actions : des débrayages en début de semaine, malgré les énormes pressions de la direction du type « Si vous abandonnez la matière, c'est une faute professionnelle grave ! »

Le 11 octobre, c'est à nouveau

une journée de grève, grève-surprise comme d'habitude : lorsque la direction arrive le matin, c'est pour trouver des piquets de grève déjà solidement installés depuis 4 heures du matin. Action suivie à 95 % par les ouvriers, employés et agents de maîtrise.

Aux dernières nouvelles, la direction commencerait à lâcher un peu du lest : le forfait serait abaissé, sans encore atteindre 174 heures : ce n'est pas ce que demandent les travailleurs d'Orlac, mais cela s'en approche et cela montre que le rapport de force s'améliore.

Il faut donc encore accentuer la pression. L'extension du conflit aux autres boîtes du groupe Orlac et même Sodima apparaît comme la meilleure voie. Ce n'est pas facile, mais c'est possible. Gilca commence à remuer, depuis que la direction a tenté de reprimer un des employés Gilca pour fait de grève. Et ce serait bien étonnant qu'à Orlac-Saint-Etienne et dans les onze autres « coop » de la Sodima, les travailleurs n'aient pas quelques revendications à faire aboutir.

Correspondant HR
Vienne - Isère (38).

Quand les travailleurs du Haut-Croc montrent les dents

Le granit est l'une des richesses de la Bretagne, ce que vous n'aurez sûrement pas manqué de remarquer par les belles maisons en pierre. Mais qui peut se payer ces maisons si ce n'est la bourgeoisie et entre autres les patrons granitiers ! Quand des ouvriers arrivent à pouvoir construire leur maison (c'est rare), il n'y a pas beaucoup de pierres vu le prix alors que pendant toute leur vie ils en ont travaillé des tonnes et de plus en y laissant souvent leur santé : bruit continu, beaucoup de poussières avec des cas de silicose, nombreux problèmes de colonne vertébrale, intempéries, danger du matériel dangereux et des blocs de pierre de sept à huit tonnes... D'ailleurs beaucoup d'ouvriers ne vont pas longtemps après leur retraite.

Il y a 172 entreprises en Bretagne souvent petites. Les plus importantes se trouvent dans les régions de Fougères, Dinan... La convention collective de la profession est l'une des plus mauvaises et c'est pour obtenir : quarante heures payées quarante-cinq, le treizième mois et la cinquième semaine de congés payés que les ouvriers de trois entreprises sont partis en grève illimitée le 18 octobre après une semaine de grèves tournantes.

Deux entreprises (plus de 200 ouvriers) sont dans la région de Dinan, la troisième c'est la société

Plévin (carrières du « Haut-Croc » à Saint-Carreuc près de Saint-Brieuc).

Plévin emploie 160 ouvriers dans deux carrières et la grève, sous la direction de la section CGT, est suivie à cent pour cent : pas un seul non-gréviste ! La dernière grève remonte à plus de quinze ans ! (les vingt cadres et employés du siège ne sont pas en grève).

Chez Plévin, la détermination est grande : « Il faudra bien qu'il cède » disent les ouvriers six jours après le début de la grève illimitée. Le combat sera difficile et il est certain que les ouvriers ont besoin du maximum d'unité et de coordination avec les autres carrières car les patrons sont très unis à l'intérieur du syndicat des granitiers de Bretagne : aucun ne veut céder. Plévin est d'ailleurs l'un des responsables de ce syndicat patronal, il est aussi maire de la commune de Plaintel... enfin il se dit de gauche et socialiste !

Actuellement d'autres carrières ne se sont pas mises en grève, au contraire l'une d'elles vient de reprendre la travail après l'échec mais les ouvriers de chez Plévin par leur unité et leur détermination, peuvent obtenir leurs revendications ce qui encouragera et aidera les ouvriers des autres carrières. Solidarité avec les tailleurs de pierre !

Correspondant Saint-Brieuc.

SOCAE Bordeaux



Les deux cents ouvriers de la SOCAE des chantiers de Nériadeck, à Bordeaux, ont entamé une grève le lundi 10 octobre pour l'augmentation des salaires, une heure de route payée et la création d'un restaurant de chantier. Ils ont créé un comité de grève qui regroupe les délégués de chaque syndicat : CGT, CFDT, de chaque équipe, de certaines catégories (intérim) ainsi que des délégués des autres chantiers (Photo correspondant HR).

Le numéro 41 de L'Humanité Rouge bimensuel parait jeudi 2 novembre

Au sommaire

Un dossier de 16 pages à propos du 40e Congrès de la CGT : le bilan que la direction se refuse à faire

Passez vos commandes pour une diffusion massive

Un livre sur la libération de Phnom Penh « Phnom Penh libérée » aux Éditions sociales

Ce livre est disponible aux Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, Paris 20e



Le calendrier 1979 pour la souscription à l'Humanité rouge est disponible.

Nous demandons aux responsables concernés des régions et des sections qui ne l'auraient pas encore fait de faire parvenir rapidement leurs commandes - par téléphone si possible.

Nos camarades isolés et amis lecteurs peuvent se le procurer en passant commande au journal (BP 61 75861 Paris Cédex 18 - CCP 30 226 72 D La Source). Joindre le règlement.

Le calendrier 1979, outre son aspect utile (adresses utiles, carte des régions et départements, codes postaux) comporte des photos de bonne qualité artistique et technique. Il est agréable et doit permettre une diffusion large (camarades de travail, amis, voisins, parents...).

Sa diffusion fait partie de la grande bataille pour la souscription, pour les 20 millions fin novembre, pour les 35 millions fin décembre, pour que vive l'Humanité rouge.

Achetez et faites acheter le calendrier 1979

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1978.

Le traité de paix et d'amitié sino-japonais (2)

DANS notre précédent article, nous avons voulu montrer en quoi le traité de paix et d'amitié sino-japonais est une contribution à la paix mondiale, un obstacle aux ambitions hégémonistes de l'URSS. Comme l'a rappelé Teng Hsiao-ping à Tokyo, la clause anti-hégémonique contenue dans le traité est « l'essence, le point central ». Aujourd'hui nous voulons aborder une question également très importante, celle des échanges économiques accrus avec le Japon dont s'accompagne la signature du traité. C'est cet aspect que les mass-médias français ont mis en avant, s'étendant longuement sur le « pragmatisme » de la Chine, sa renonciation aux « principes », l'abandon de sa politique de « compter sur ses propres forces ». En fait, les accords économiques font au contraire partie intégrante des liens entre la Chine et le Japon et celui-ci représente une application concrète de la théorie des trois mondes élaborée par le président Mao. Le traité sino-japonais tend à soustraire, le Japon, pays du second monde à l'emprise des superpuissances. En même temps, il permet à la Chine, pays socialiste du tiers monde de développer son édification économique plus rapidement et de consolider ainsi son indépendance. Les échanges entre la Chine et le Japon sont conformes également aux principes régissant les rapports entre pays socialistes et pays capitalistes. En même temps qu'ils vont consolider en Chine la base économique de la dictature du prolétariat, ils vont permettre à la faveur d'échanges accrus entre les deux Etats de resserrer les liens entre les deux peuples. Ces liens d'amitié qui se sont considérablement développés ces dernières années ont d'ailleurs joué un rôle non négligeable dans la signature du traité auquel l'opinion publique japonaise était très favorable.

Des accords économiques qui affaiblissent l'URSS



De jeunes Japonais manifestent contre le social-impérialisme pour le retour au Japon des territoires du Nord.

Des accords économiques qui renforcent la Chine et les peuples du monde

Grâce aux accords économiques passés avec le Japon, la Chine va pouvoir mettre en œuvre rapidement les Quatre modernisations progresser dans l'édification socialiste et apporter davantage de bien-être au peuple tout en consolidant son indépendance.

Il s'agit pour la Chine de rattraper le retard qu'elle a pris dans ce domaine dans l'application des principes formulés par Mao Tsé-toung dès les années 1950 pour édifier le socialisme et consolider la base économique de la dictature du prolétariat.

« Nous nous efforcerons, avait dit le président Mao Tsé-toung dès 1957, de mobiliser tous les facteurs positifs — directs ou indirects au sein comme en dehors du Parti, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, afin de faire de notre pays un puissant Etat socialiste ». Ces orientations furent à plusieurs reprises réaffirmées avec la volonté de les appliquer notamment par Chou En-lai lors des troisième et quatrième assemblées nationales. Mais les lignes de droite comme de « gauche » combattues durant la Grande révolution culturelle pro-

létarienne entravèrent la mise en application. C'est la victoire de celle-ci remportée en 1976 avec la chute de la Bande des quatre, qui a permis à la Chine d'entrer dans une nouvelle période d'édification du socialisme pour atteindre avant la fin du siècle grâce aux Quatre modernisations les objectifs envisagés par Mao Tsé-toung.

LES FACTEURS EXTERNES

Pour entreprendre les Quatre modernisations qui vont également lui permettre de consolider son indépendance nationale face aux superpuissances et tout particulièrement à l'attitude et aux visées agressives de l'URSS, la Chine compte avant tout sur ses propres forces. Mais sa qualité de pays socialiste, la maîtrise de l'édification économique acquise grâce au pouvoir prolétarien lui permettent d'avoir également recours, notamment grâce à cet important accord, aux facteurs externes sans péri pour son indépendance. Au contraire, grâce à l'utilisation qu'elle fera des techniques importées et des fonds déposés dans les banques chinoises

elle va développer son économie dans le sens d'une indépendance accrue. Examinons de quelle façon en effet la Chine va procéder.

— Pour les importations de matériel, il s'agit par exemple d'un complexe sidérurgique d'une capacité annuelle de dix millions de tonnes d'acier (soit un tiers de la production annuelle de la Chine) ! C'est donc quelque chose d'énorme, même au niveau mondial. Inutile de dire que la production d'acier de la Chine va augmenter rapidement avec un tel complexe.

— Pour le mode d'utilisation de ces techniques, il faut souligner que toujours la Chine veut dominer les nouvelles techniques qu'elle importe, elle préfère ralentir les installations pour bien comprendre et assimiler le fonctionnement des nouvelles machines être capable de les réparer et, éventuellement, de les reproduire, plutôt que d'aller trop vite et de dépendre ensuite du pays vendeur, en cas de panne par exemple.

— Enfin, pour l'argent étranger déposé dans les banques chinoises, il faut voir à quoi il va servir. Il est sûr que l'objectif n'est pas d'acheter avec cet argent des produits de consommation courante, mais de construire de grandes usines, de poursuivre des travaux de grande envergure dans l'agriculture, de mener des recherches scientifiques coûteuses. Bref, il s'agit avec cet argent de moderniser la Chine, d'édifier une base économique forte, on voit ainsi que le contenu des accords économiques avec le Japon sert directement d'édification d'une Chine socialiste puissante et partout contribue à renforcer son indépendance et son rayonnement. Daniel MARAIN

Ce qu'en pensaient Lénine et Mao Tsé-toung

Beaucoup d'amis de la Chine s'inquiètent de l'importation de techniques et de capitaux étrangers en Chine. On peut résumer leurs inquiétudes en deux questions :

- 1) Est-ce que ce n'est pas contradictoire avec le principe « compter sur ses propres forces » ?
- 2) A quoi ça sert ? Est-ce que ça ne va pas rétablir le capitalisme en Chine ? Du point de vue théorique, Mao Tsé-toung a formulé le principe de l'appui sur ses propres forces. Mais il n'a jamais dit qu'il fallait compter seulement sur ses propres forces, ce qui serait un point de vue gauchiste. La formulation complète de Mao Tsé-toung est : « Compter principalement sur ses propres forces, prendre l'aide extérieure seulement comme appoint ».

Mao Tsé-toung a également expliqué qu'il ne fallait pas imiter aveuglément ce qui se fait à l'étranger : « Notre politique consiste à apprendre des points forts de tous les pays et nations à apprendre tout ce qu'ils ont de vraiment bon dans les domaines politique, économique, scientifique, technique (...). Mais il faut apprendre de manière analytique et critique, et non pas apprendre aveuglément ni tout copier pour l'appliquer mécaniquement. Il va sans dire que leurs faiblesses et leurs insuffisances ne sont pas à imiter. (les dix grands rapports).

Pour la deuxième question, il faut comprendre que si la Chine veut se moderniser vite, elle ne peut pas se contenter de tout faire

chez elle. En important, elle gagne du temps, elle rattrape le temps perdu, ce qui est très important dans le contexte international actuel où on assiste à une exacerbation des contradictions entre les deux superpuissances, exacerbation qui, tôt ou tard, débouchera sur une nouvelle guerre mondiale.

Cette question n'est d'ailleurs pas nouvelle. Déjà en 1920 et 1921, Lénine expliquait qu'il fallait relever l'économie soviétique pour renforcer le pouvoir des soviets : « Sans l'équipement de l'économie, sans les machines importées des pays capitalistes, il est impossible de le faire vite. Il n'y a pas lieu de regretter si nous accordons aux capitalistes, un surcroît de bénéfices, l'essentiel est de réaliser ce relèvement », et « Du point de vue théorique, il est tout à fait évident que nous avons intérêt à nous racheter du capital européen au prix de quelques dizaines ou centaines de millions que nous pourrions encore lui offrir pour augmenter au plus tôt l'outilage, les matériaux, les matières premières, les machines avec lesquelles nous relèverons notre grosse industrie. »

Il faut aussi signaler qu'il n'est pas question pour la Chine d'avoir un seul partenaire économique, ce qui la rendrait dépendante de ce partenaire. C'est d'ailleurs ce qu'a souligné Teng Hsiao-ping en déclarant que les capitalistes européens pouvaient, eux aussi, passer des contrats avec la Chine.

C.L.